

UN PRÉCURSEUR
DU COLLECTIVISME :
SIMON GRANGER

Thèse pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue le 20 Novembre 1929, à 14 heures

par

JEAN LAMBERT

Licencié ès-Lettres

Président de Thèse : M. A. DESCHAMPS

Suffragants : M. René MAUNIER

M. Roger PICARD

PARIS

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES

Marcel RIVIÈRE

31, rue Jacob et 1, rue Saint-Benoît

1930

UN PRÉCURSEUR
DU COLLECTIVISME :
SIMON GRANGER



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555823_0036

UN PRÉCURSEUR
DU COLLECTIVISME :
SIMON GRANGER

Thèse pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue le 20 Novembre 1929, à 14 heures

par

JEAN LAMBERT

Licencié ès-Lettres

Président de Thèse : M. A. DESCHAMPS

Suffragants : M. René MAUNIER

M. Roger PICARD

PARIS

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES

Marcel RIVIÈRE

31, rue Jacob et 1, rue Saint-Benoît

1930

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses.
Ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



INTRODUCTION

Simon Granger — Ses œuvres

En 1844, au Bureau de la Société Bibliophile, sis 27, rue Guénégaud, à Paris, paraissait un mince volume dont le titre cependant est tout un programme : « A chacun selon son Travail ».

Dès le seuil de cette brochure apparaissait, enfin cristallisée, l'idée qui flottait dans l'air depuis longtemps déjà, mais que ni Thompson, ni à plus forte raison St-Simon et Fourier n'avaient formulée avec cette netteté.

La clarté de l'expression n'est cependant pas un brevet contre l'oubli, car l'auteur, Simon Granger, est totalement inconnu de nos jours. (1).

Nous ne nourrissons pas l'espoir de changer cet état de choses ; qu'il nous soit seulement permis d'apporter ici un exemple de la mémoire capricieuse de la postérité.

Ce qu'a pu être la vie de Simon Granger, nous regrettons de ne pouvoir le dire.

Nulle part nous n'avons trouvé l'évocation de la mé-

(1) Nous-même n'avons fait sa connaissance que grâce à l'amabilité de M. Deschamps, professeur à la Faculté de Droit de Paris, entre les mains de qui était tombé un exemplaire de « A chacun selon son Travail », et qui a bien voulu nous signaler l'intérêt de cet ouvrage.

moire de notre auteur. Sans doute, nos recherches n'ont pas été complètes, mais la bibliographie, citée surtout à titre négatif qui clôt cette étude, indique jusqu'à quel point elles ont été infructueuses.

Les œuvres de Granger paraissent seulement avoir éveillé quelques échos dans les journaux de l'époque (1846). Eloges flatteurs dans l'« Esprit Public », critiques dédaigneuses de la part de l'« Univers », et surtout compliments de Villegardelle dans la « Revue Indépendante ». Ces critiques qui portent uniquement sur une des œuvres de Granger « l'Evangile devant le Siècle », sont d'ailleurs rapportées par l'éditeur, Madame H. Petit-Didier, dans la préface qu'elle a écrite pour « l'Eglise et le Pouvoir ».

On a bien vite fait le tour des œuvres de Granger, du moins de celles que nous connaissons.

Elles se réduisent à trois volumes, dont le premier mériterait beaucoup plus le nom de brochure, parus tous trois à la Société bibliophile :

« A chacun selon son Travail » (1844)

« L'Eglise et le Pouvoir » (fin 1846-début 1847) (2).

« L'Evangile devant le Siècle » (1846)

Est-ce là tout ce que nous a laissé Granger ?

Il peut, au premier abord, paraître difficile de l'admettre.

(2) Nous ne connaissons qu'un exemplaire de « A chacun selon son Travail », celui qui est en la possession de M. Deschamps. Nous n'avons pas relevé cet ouvrage sur les catalogues des bibliothèques suivantes : Faculté de Droit, Faculté des Lettres, Institut, Ste-Geneviève, Arsenal,

A la fin de « A chacun selon son Travail », l'auteur a en effet écrit ceci : « Dans ce petit livre, je n'ai eu d'autre objet que de justifier ma devise : A chacun selon son Travail, en l'appuyant sur les lois mêmes de la nature. Dans mon « Utopie administrative », on verra combien il serait facile d'organiser la Société de manière à en assurer la réalisation ».

D'autre part, l'« Utopie administrative » est annoncée pour paraître en 1844, comme le « complément indispensable » de l'ouvrage précédent.

Or, dans « L'Eglise et le Pouvoir » (1846-1847), Granger écrit, à propos de la manière dont s'est rompue dans la société chrétienne des premiers âges, l'équilibre des richesses :

« Dans ma petite brochure, intitulée « A chacun selon son Travail », je donne en outre quelques notions sur les bases d'une répartition égale des richesses ». (3).

Si l'« Utopie administrative » avait vu le jour à l'époque où Granger écrivait ces lignes, il est à peu près certain qu'il y aurait renvoyé le lecteur, car, comme Granger ne se le dissimulait pas, et comme l'on s'en apercevra par la

Musée Social. A la « Nationale », les catalogues mentionnent un exemplaire de cet ouvrage, mais celui-ci est resté introuvable. Quant à « L'Evangile devant le Siècle », et à « L'Eglise et le Pouvoir », nous avons pu nous les procurer à « la Nationale » et à « Ste-Geneviève ».

(3) « L'Eglise et le Pouvoir » note p. 63.

suite, « A chacun selon son Travail », n'est guère qu'une préface à la réforme sociale.

La question reste de savoir si l'« Utopie administrative » n'est pas sortie après 1847.

Granger paraît, à cette époque, avoir conçu l'idée d'un autre ouvrage, si nous en croyons toutefois les indications assez vagues de son éditeur, à la fin de la préface de « l'Eglise et le Pouvoir » :

« ...Il ne reste plus de « l'Evangile devant le Siècle », qu'un fort petit nombre d'exemplaires. Malheureusement, M. Simon Granger, qui s'occupe actuellement d'un travail de longue haleine, est dans l'impossibilité d'en préparer une nouvelle édition... ».

Nous inclinons à croire que cette œuvre, elle non plus, n'a pas connu les presses de la Société bibliophile, et à penser — ce qui expliquerait peut-être l'oubli rapide de ses contemporains — que Granger a prématurément disparu dans le tourbillon de l'année 1848.

Nous nous proposons, au cours de cet ouvrage, d'exposer d'abord les critiques que Granger élève contre l'ordre social « capitaliste », ensuite la manière dont, aux yeux de notre auteur, se sont installées dans la société, l'injustice et l'inégalité.

Ces parties de critique et d'histoire closes, nous examinerons la partie constructive de l'œuvre de Granger, le système économique nouveau qu'il fonde sur une répartition établie d'après le travail.

PREMIERE PARTIE

La critique de l'ordre social

CHAPITRE PREMIER

LA CHIMÈRE DU DROIT AU TRAVAIL LIBRE. — LE PRIVILÈGE
DE LA FORTUNE. — SES CONSÉQUENCES : SPOLIATION ET
ASSERVISSEMENT DE L'OUVRIER. — COMPARAISON AVEC LA
DOCTRINE MARXISTE

Il n'y a guère plus de cinquante ans que la loi Le Chapelier, en interdisant sous les sanctions les plus sévères toute association, aussi bien ouvrière que patronale, avait prononcé l'arrêt de mort des corporations. Sur le plan économique, la Révolution de 1789 désirait instaurer le régime du travail libre. Organisation supposant discipline et surveillance, elle avait brisé les cadres corporatifs, régulateurs de l'économie nationale. L'ouvrier y avait gagné la liberté, ce qui veut dire l'isolement, le droit au travail libre, qui est aussi le droit de mourir librement de faim. La voie était

ouverte aux graves abus dont allaient souffrir les classes ouvrières pendant une grande partie du XIX^e siècle.

Cette idée générale, Granger l'exprime avec vigueur :
« Avoir droit au travail quand on a faim, c'est consolant sans doute, mais c'est peu nourrissant. Avec ce droit on meurt de faim, de même qu'avec l'égalité devant la loi, on est esclave. » (1). Malgré soi, on songe aux âpres paroles de Jehan Rictus :

« Et quand à ces gens économes
« J'ai demandé un peu de pain ou d'pèze,
« Y m'ont cité les « Droits de l'homme »,
« Et m'ont chanté « la Marseillaise ». (2)

On sait que c'est sur l'idée de l'obligation pour le corps social de fournir du travail à ses membres que s'est faite, en partie du moins, la révolution de 1848, et que fut considérée comme un devoir par les chefs révolutionnaires, la création d'ateliers nationaux, chargés de procurer de la besogne aux chômeurs.

A cette première défectuosité grave, qu'un homme puisse avoir faim tout en désirant travailler, s'en ajoutent deux autres : la spoliation et l'asservissement.

Que le privilège de la fortune permette de vivre sans faire œuvre utile, voilà qui est inique, car « l'homme valide qui consomme sans produire vole aux travailleurs

(1) « A chacun selon son Travail », pages 29-30.

(2) Jehan Rictus « Le cœur populaire ».

une partie de ce qui leur appartient » (3). Granger paraît d'ailleurs incliner à croire, préparant les assises du postulat erroné sur lequel Marx construira la théorie de la plus value, que n'est pas un travail, au sens juste du mot, celui de l'entrepreneur, du patron. « Les produits, écrit-il, doivent appartenir tout entiers aux seuls travailleurs sérieux, et il est souverainement injuste d'en attribuer une part quelconque aux oisifs, sous prétexte qu'ils se trouvent détenteurs des instruments de travail... » (4).

« Si c'est comme ayant vendu à ses débiteurs la faculté d'exercer leur industrie, comme ayant tiré profit de leur travail, que le capitaliste est appelé voleur et assassin... il en faudra dire tout autant du fabricant et de tout entrepreneur de travaux dont les bénéfices sont nécessairement pris sur les produits fournis par leurs ouvriers... » (5).

En cette phrase se trouve toute la conclusion de la laborieuse théorie marxiste du « travail non payé ». Granger seulement n'a pas cru devoir s'évertuer à prouver l'évidence, car il est bien certain que l'entrepreneur ne peut retirer le profit que du travail de ses ouvriers, des instruments qu'il met à leur disposition, et de la manière dont il les dirige.

Toute la question est de savoir si ce labeur de direction,

(3) « A chacun selon son Travail » p. 30.

(4) « L'Évangile devant le Siècle » p. 72.

(5) « L'Évangile devant le Siècle » p. 73.

sans lequel la production se réduirait à une série d'efforts désordonnés et inféconds, comporte une rémunération, et si en outre, il est équitable que perçoivent un loyer les individus, souvent les petites gens porteurs de quelque action anonyme, qui se sont privés des capitaux que l'entrepreneur a transformés en machines. Sur ce dernier point, Granger nous donnera plus loin son opinion.

Marx a considéré comme toute que la spoliation du travailleur s'accomplissait d'une manière unique, par le paiement d'une portion seulement de son travail. L'analyse de Granger est plus nuancée.

Il paraît d'abord assimiler l'entrepreneur au marchand, car c'est sur celui-ci surtout, dont il fait l'intermédiaire obligé entre le producteur et le consommateur, que se déverse son courroux.

Le marchand accomplit un double vol : il ne paie au producteur qu'une partie de ce qu'il lui doit réellement, et vend au consommateur plus cher qu'il ne le devrait. L'ouvrier qui a des bras pour travailler et une bouche pour se nourrir est donc volé deux fois, tandis que le riche oisif ne l'est qu'une fois, à la consommation.

Le pauvre est même spolié une troisième fois, car tandis que le riche peut, grâce à l'achat en gros, se procurer les divers biens à des prix qui approchent de leur valeur vraie, les moyens modestes du travailleur lui interdisent l'emploi de ce remède :

« ...Les travailleurs que leur manque de capitaux livre

à sa (du marchand) discrétion, se trouvent doublement lésés : d'abord ils subissent une dépréciation sur les produits qu'ils fabriquent pour ce spéculateur, ensuite ils fournissent une plus-value pour ceux qu'ils se procurent chez ce même spéculateur. C'est une double perte qu'ils éprouvent. Chose étrange ! Tandis que le commerce frappe le pauvre d'une double contribution, le riche lui, n'en supporte qu'une seule. Celui-ci, en effet, ne fournissant au commerce aucun produit de son travail, n'a de perte à subir que sur la plus-value des objets qu'il achète pour sa consommation. Ce n'est pas tout : la perte même qu'il fait sous ce rapport est beaucoup moindre que celle que supporte le pauvre. Tout le monde sait que, dans ses acquisitions en gros, le riche obtient les avantages refusés à la vente au détail, et que les marchandises de qualité inférieure, seules accessibles au pauvre, reviennent toujours plus cher que celles de qualité supérieure. Voilà donc trois sortes de pertes qui sont inconnues au riche, et auxquelles le pauvre ne peut échapper : perte sur le prix des acquisitions que celui-ci fait au détail, perte sur la qualité des objets auxquels se restreint sa consommation, et par dessus tout, perte sur la valeur des produits qu'il fournit de son travail » (6).

Ainsi, tandis que chez Marx la plus-value coïncide avec le travail non payé, dont elle n'est que la représenta-

(6) « L'Evangile devant le Siècle » p. 92.

tion, elle apparaît, selon Granger, comme un élément nouveau d'injustice, un prélèvement supplémentaire appliqué par l'intermédiaire.

L'inéluctable résultat d'une semblable organisation sociale est la misère des classes ouvrières et, comme l'argent est le principal instrument de libération, l'asservissement de ces classes : « Le capitaliste dispose à son gré du travail d'autrui, et le prolétaire est fatalement son esclave... » (7).

(7) Op. Cit. p. 106.

CHAPITRE DEUXIEME

ACCROISSEMENT DU PAUPÉRISME EN RAISON MÊME DES
PROGRÈS DE L'INDUSTRIE. — RAPPEL DE LA THÉORIE DE SISMONDI

Le joug qui courbe le front du travailleur ne peut, estime Granger, que devenir de plus en plus lourd tant que se développera le régime capitaliste. Le paupérisme est destiné à croître en raison même des progrès de l'industrie.

« Il est à remarquer que plus l'industrie se développe dans un pays, plus la misère y devient profonde. Le commerce par ses conquêtes n'améliore la condition du riche qu'en aggravant celle du pauvre, et ceux-ci, quand ils entendent parler de la prospérité croissante, n'ont nullement lieu de s'étonner de se sentir atteints d'une nouvelle dépression. Il n'en peut être autrement sous un régime qui fait de l'industrie le mode le plus actif d'exploitation de l'homme par l'homme, le moyen le plus puissant de réaliser des bénéfices sur le travail d'autrui. Sous un pareil régime, le Commerce ne prend de l'extension qu'en étendant en même temps l'exploitation dont le producteur est victime,

et les marchands ne s'enrichissent qu'en appauvrissant les travailleurs » (1).

Granger paraît bien ici avoir été impressionné par celles des théories de Sismondi qui insistent non pas, comme on le répète trop souvent, sur l'influence néfaste des machines par elles-mêmes, mais sur le rôle d'auxiliaires d'injustice que leur fait jouer notre organisation sociale :

« Ce n'est point le perfectionnement des machines qui est la vraie calamité, c'est le partage injuste que nous faisons de leur produit. Plus nous pouvons faire d'ouvrage avec une quantité donnée de travail, et plus nous devrions augmenter ou nos jouissances ou notre repos. L'ouvrier qui serait son propre maître, quand il aurait fait en deux heures, à l'aide d'une machine, ce qu'il faisait auparavant en douze, s'arrêterait après les deux heures, s'il n'avait pas besoin, s'il ne pouvait faire usage d'un produit plus considérable. C'est notre organisation actuelle, c'est la servitude de l'ouvrier qui le réduit, lorsqu'une machine a augmenté ses pouvoirs, à travailler non pas moins, mais plus d'heures par jour pour le même salaire » (2).

(1) Op. Cit. p. 92-93.

(2) Simonde de Sismondi. — Nouveaux principes d'Economie politique, 1827 ; tome II, p. 318 (note).

DEUXIEME PARTIE

La Formation de l'Inégalité

CHAPITRE PREMIER

PARALLÈLE AVEC ROUSSEAU. — ESQUISSE DU SOLIDARISME

Devant un mal, il est bien naturel de se demander s'il a toujours existé, car on trouve là, en même temps qu'une satisfaction de curiosité, l'espoir d'y apporter un remède en tarissant les sources d'où il coule.

Le mal social, Granger le place dans la perversion de nos instincts. Nous avons eu tort de ne pas suivre les « sages indications de la nature » (1), et de ne pas nous conformer à ses lois : « En s'écartant des lois de la nature, on n'a jamais abouti, et il n'en pouvait être autrement, qu'à l'oppression, aux discordes et à la misère. Voulez-vous

(1) « A chacun selon son Travail » p. 11.

sortir de ce désordre, prenez la peine de les étudier, ces lois de la nature, vos seules garanties, et vous reconnaîtrez bientôt qu'elles ont largement pourvu à l'heureuse satisfaction de tous les besoins humains. Dès lors, plus de contraintes, plus de douleurs ! » (2).

« La bête suit la voie de l'instinct naturel et s'en trouve bien ; l'homme est obligé d'obéir à des lois factices et s'en trouve mal » (3).

Semblables passages ne peuvent manquer d'évoquer la figure de l'auteur du « Discours sur l'origine de l'inégalité », d'autant que Granger estime que l'art même s'est corrompu en s'éloignant de la vie de nature :

« ...Les Grecs ne possédaient-ils pas à un bien plus haut degré que les modernes, le génie de l'art ? — Assurément, mais pourquoi ? — Parce que les mœurs alors simples et naïves, nobles et gracieuses, ne cachaient aux yeux aucune des beautés de la nature. Les formes merveilleuses des Apollon et des Vénus n'ont rien de surprenant, quand on sait qu'il n'y avait pas de fêtes, pas de jeux, pas de réunions publiques où ne figurassent entièrement nus des jeunes gens des deux sexes, d'une beauté irréprochable. Sans aller si loin, quels sont de nos jours les peintres de paysage qui se distinguent le plus dans ce genre ? Précisément ceux qui sont nés dans de riantes cam-

(2) « A chacun selon son Travail » p. 9-10.

(3) « L'Eglise et le Pouvoir » p. 130.

pagnes, qui ont passé leur jeunesse au milieu de sites pittoresques, qui ont toujours respiré l'air embaumé des champs » (4).

Les épithètes mêmes semblent tombées de la plume de Rousseau... Il ne conviendrait pas cependant de poursuivre longtemps le parallèle.

Pour Jean-Jacques, l'homme vécut heureux tant qu'il vécut à l'état de nature, l'état de nature étant l'expression idéale de la vie de l'individu. L'injustice se montra ici-bas et l'égalité fut rompue, lorsque l'association apparut, cellule première de la société. La vie naturelle s'oppose à la vie en société.

Pour Granger, bien au contraire, l'état de nature est loin d'être le meilleur possible, car l'homme isolé se suffit difficilement à lui-même, et il n'a d'autre garantie d'existence que ses propres forces. Mieux, la nature a placé en l'individu une sorte d'instinct social, si bien que ce qui est anti-social est contre nature. Cette idée neuve ouvrait la voie à Bastiat et aux doctrines solidaristes. Elle renouait la chaîne avec l'économie physiocratique. Laissez faire l'instinct de sociabilité et vous obtiendrez l'harmonie dans la solidarité :

« D'abord la nature a attaché aux travaux communs une puissance de production qui ne laisse plus que l'embarras du choix ; ensuite elle a inspiré aux sexes une

(4) « A chacun selon son Travail » p. 42-43.

réciprocité d'affection qui les rapproche dans une suave volupté, les merveilleux phénomènes sociaux multiplient les moyens de jouissance à l'infini et deviennent une source inépuisable des plus vifs plaisirs. Chose admirable ! c'est en procurant aux autres une satisfaction plus complète, un bonheur plus réel, que chacun obtient pour soi un bonheur plus réel avec une satisfaction plus complète » (5).

Bastiat pouvait écrire que « la Société tout entière n'est qu'un ensemble de solidarités qui se croisent » (6) et que « tous profitent du progrès de chacun, chacun profite du progrès de tous » (7).

Curieuse rencontre du libéral conservateur et du collectiviste révolutionnaire !

Rien d'ailleurs ne peut mieux faire ressortir cette divergence entre la philosophie de Rousseau et celle de Granger que deux simples citations :

« ...Tant que les hommes, écrit Rousseau, ne s'appliquèrent qu'à des ouvrages qu'un seul pouvait faire, et qu'à des arts qui n'avaient pas besoin du concours de plusieurs mains, ils vécurent libres, sains, bons et heureux autant qu'ils pouvaient l'être par leur nature, et continuèrent à jouir entre eux des douceurs d'un commerce indépendant ; mais de l'instant qu'un homme eut besoin du secours d'un

(5) Op. Cit., p. 11.

(6) Harmonies, Ch. XXI, p. 624.

(7) Harmonies, Ch. XI, p. 411.

autre, dès qu'on s'aperçut qu'il était utile à un seul d'avoir des provisions pour deux, l'égalité disparut... » (8).

Granger est bien loin de partager la même opinion :

« ...Alors nous nous prenons à réfléchir, chacun de notre côté, sur la duperie de cet individualisme outré. Il songe, lui, (mon voisin) que si hier il m'avait donné son superflu, il le retrouverait aujourd'hui dans le mien ; et moi, je songe également qu'aujourd'hui je lui ferais volontiers l'abandon de mon superflu, si hier il m'avait tiré de ma détresse. Dans de pareilles dispositions d'esprit, il devient inutile pour moi de chercher à lui arracher par la force ou la ruse ce dont j'ai besoin, et à me créer insensiblement un droit sur son travail. Moi d'ailleurs, par un instinct d'équité, et peut-être par la crainte de représailles, je préfère m'aboucher cordialement avec lui. Mon voisin, pénétré des mêmes sentiments, accepte avec empressement mes propositions, et nous convenons de faire à l'avenir des partages réciproques de nos produits, et de placer ainsi notre existence à l'abri des chances malheureuses » (9).

(8) Discours sur l'origine de l'inégalité, 2^e partie.

(9) « A chacun selon son Travail » p. 18-19.

CHAPITRE DEUXIEME

L'INJUSTICE, ŒUVRE DE LA VIOLENCE PHYSIQUE ET MORALE.
SUITE DU PARALLÈLE AVEC ROUSSEAU. — RÔLE D'ASSERVISSE-
MENT EXERCÉ PAR L'ÉGLISE

Ainsi, selon Granger, l'injustice n'est pas de l'essence même de la société. Ce n'est pas la vie en société qui a formé l'inégalité et les maux qui en découlent. Qu'est-ce alors ?

Le premier facteur d'iniquité fut la force sous ses deux aspects : violence physique que symbolise la puissance musculaire, et violence morale trouvant son expression dans la contrainte imposée par les religions :

« Si l'on remonte à l'origine des sociétés, on trouvera, par exemple, un groupe d'hommes disséminés à travers une contrée. L'un d'eux s'installe dans un champ qu'il circonscrit par des limites, et il dit à son voisin : « Ceci est mon champ, cultives-le, et nous en partagerons les revenus ». Le voisin, pour peu qu'il ait du bon sens, l'enverra promener, et, s'il ne juge pas à propos de lui contester son usurpation, il se mettra à cultiver un autre champ, pour en retirer à lui seul tout le produit. Mais puisque les choses

ne se sont pas passées ainsi, il faut que le premier ait usé de violence ou de fraude pour faire accepter sa proposition par le second. Ce précédent établi, l'abus s'est peu à peu généralisé, et il a fini par passer à l'état de droit acquis » (1).

Là à nouveau s'impose le rapprochement avec Rousseau, en particulier avec le célèbre passage :

« Le premier qui, ayant enclos un terrain, s'avisa de dire « Ceci est à moi », et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile. Que de crimes, de meurtres, que de misères et d'horreurs n'eût point épargnés au genre humain celui qui, arrachant les pieux, comblant le fossé, eût crié à ses semblables : « Gardez-vous d'écouter cet imposteur ; vous êtes perdus si vous oubliez que les fruits sont à tous et que la terre n'est à personne » (2).

Mais ce qui était logique avec l'individualisme exalté de Jean-Jacques, ne l'est plus avec l'excellence de l'intérêt social sur laquelle s'extasiait tout à l'heure Granger. Si l'homme primitif se détourne avec horreur de l'enclos de son semblable pour aller cultiver un autre champ à seule fin d'en retirer à lui seul tout le produit, l'agrégat social risque bien de ne jamais se former. En tout cas, Granger

(1) Op. Cit., p. 37-38.

(2) Discours sur l'origine de l'inégalité, 2^e partie.

aura conseillé à l'individu tout ce qu'il fallait pour en retarder l'apparition. Il combat ce qu'il vantait.

Ceci est une marque de l'influence extraordinaire qu'a pu exercer la philosophie de Rousseau, et notamment sa théorie de la formation de l'inégalité. Les hommes qui ont vécu, par eux-mêmes ou leurs parents, la Révolution de 1789, qui, à l'abaissement du sort des classes ouvrières et à la désorganisation de la production, ont pu mesurer « la duperie de l'individualisme », ces hommes qui sentent que l'individu est essentiellement un « animal sociable » ne parviennent pas à s'évader de la théorie du droit, produit de la force !

Sans doute, parce que la guerre a toujours frappé l'imagination des hommes à un haut degré, on n'a voulu retenir de la constitution des sociétés que le principe de force brutale, la conquête. Et pourtant l'association librement consentie, dans l'espoir certes d'en retirer des bénéfices matériels, mais avec l'« animus » des deux parties, le contrat de société en un mot a bien dû jouer son rôle.

Pourquoi supposer comme J.-J. Rousseau et Granger, un sauvage qui enferme de palissades un carré de terrain et contraint son voisin à le cultiver, tandis que lui-même retourne paresseusement à sa hutte ? Cette thèse est d'abord peu plausible, car on doute qu'il se soit trouvé des individus assez simples pour se prêter à la combinaison. Elle fait ensuite complètement abstraction de la réalité économique. Le grand ennemi de l'homme primitif, quelques points du

globe exceptés, c'est la végétation. Nombre de compilations religieuses des premiers âges, la Bible tout d'abord, portent la trace de cet effroi de l'homme devant la Nature. Le travail le plus pénible est le défrichement. Imaginons donc un individu qui a eu le courage de se livrer à ce travail ingrat ; son voisin dont la hutte étouffe sous les branches de la forêt contemple avec envie l'étendue de terre meuble et nette, domptée, prête à servir la fantaisie humaine. Il est facile de concevoir qu'il s'approche du travailleur et, moyennant une part des produits à récolter, lui propose le service de ses bras. Il ne serait d'ailleurs pas équitable que ces produits fussent répartis de la même manière entre les deux hommes, puisque l'un a fourni en plus un travail originaire considérable.

Ainsi est né le contrat de travail, où le salaire individuel ne représente qu'une part des produits inférieurs à celle que touche le patron. Il est permis de penser qu'instruits par cet exemple, d'autres hommes ont songé à se rapprocher et qu'il leur a paru plus normal d'unir leurs efforts avant de commencer la tâche, d'autant que c'est surtout au début que le défrichement rend cette tâche écrasante. Dans ce cas, il n'y a évidemment pas de raison pour que les participants ne touchent pas une part égale des produits et de cette manière se dessinait le contrat d'association. Dès l'origine se formaient naturellement les deux moules qui devaient façonner toute l'activité humaine : contrat de travail et contrat de société.

La faiblesse presque essentielle de l'explication de Granger, comme celle de Rousseau, réside, nous l'avons dit, dans la stupidité par trop excessive prêtée au « sauvage ». Granger a senti ce défaut et cherché à le faire disparaître en prêtant à la violence physique l'appui de la contrainte morale. C'est alors qu'il fait intervenir les religions qui ont permis aux propriétaires, aux « usurpateurs » de mettre le fruit de leurs rapines à l'abri de la colère publique. Dieu devient le gardien de l'injustice :

« Alors, pour consolider mes usurpations, je régulariserai mes moyens, la force et la superstition ; je combinerai la puissance temporelle avec la puissance spirituelle... L'arbitraire qui aura présidé à tous mes actes deviendra l'exécution de la volonté divine, l'application d'une morale éternelle. C'est ainsi que je réussirai à vivre grassement, moi et les miens, aux dépens d'une population dégradée. De ce moment, j'aurai fondé le despotisme, organisé l'exploitation de l'homme par l'homme, légitimé le privilège d'une part, et la misère de l'autre, en un mot, j'aurai créé le droit » (3).

Actuellement, selon Granger, cette puissance d'asservissement est exercée par l'Eglise.

« Cette Eglise (l'Eglise catholique), autocratiquement spiritualiste, a fait l'alliance avec le pouvoir temporel, et

(3) « A chacun selon son Travail », p. 16-17.

ces deux puissances se sont coalisées pour courber le peuple sous le joug de la force et de la superstition » (4).

Aux yeux de Granger, les prêtres se font les serviteurs du régime capitaliste. Ils contiennent les prolétaires dans leur triste position par le jeu d'un double sentiment : espoir dans l'au-delà d'une vie meilleure, et crainte de châtiments infernaux s'ils se rebellent contre l'ordre établi.

« Comprimer tout désir de bien être, tout mouvement d'indépendance dans le cœur du pauvre déshérité, dont les jours sont voués aux travaux journaliers et qui souffre la faim et le froid, le maintenir sous le joug d'une résignation qui, reportant ses pensées consolantes en un autre monde, lui fait perdre tout espoir ici-bas, tel est donc le vrai but de la religion, et c'est en atteignant ce but qu'elle assure la stabilité des sociétés, c'est-à-dire des corps privilégiés qui les ont organisés à leur profit » (5).

Ce passage exprime très exactement la pensée du communisme moderne sur la religion.

Il importe d'ailleurs de remarquer, ajoute notre auteur, que l'Eglise n'est parvenue à jouer un rôle aussi pernicieux que par la corruption de ses principes.

Toute la méthode de Granger, qu'on rencontrera si souvent dans la philosophie anticléricale du XIX^e siècle, consiste à affirmer que les doctrines du Christ et des Pères

(4) « L'Eglise et le Pouvoir », p. 2.

(5) Op. cit., p. 75.

de l'Eglise, du premier enseignement chrétien en somme, étaient excellentes, mais qu'elles ont été par la suite falsifiées et dénaturées. L'Eglise a travesti les préceptes éga-
litaires de l'Evangile.

« Il est constant que la morale évangélique conduit infailliblement à l'abolition de la propriété privée, à l'établissement de la communauté des biens et à l'obligation du travail pour tous les hommes sans exception. Cette morale a même reçu un commencement d'application dans la société des premiers chrétiens, qui en considéraient les préceptes, non comme de simples conseils, mais comme des devoirs de rigueur. Certes, il y a loin de ces principes à ceux qui sont aujourd'hui reçus dans le monde chrétien. A l'abandon des biens de la terre prescrit au profit des pauvres, on a substitué l'inviolabilité de la propriété, le détachement d'esprit des richesses, les aumônes purement facultatives, la légitimité du prêt à intérêt. Quant à la pauvreté pratique et à la charité absolue, elles ont été reléguées par les classes privilégiées au rang des superfluités religieuses » (6).

Est-ce à dire que Granger, dans la société dont il nous tracera tout à l'heure le schéma, verrait favorablement l'existence d'une religion pure de la gangue dont l'ont entourée ceux qui lui élevèrent des autels ? Non, car il es-

(6) « L'Evangile devant le Siècle, p. 119-120.

time que le sentiment religieux entrave le progrès de la civilisation.

« Je le constate sans regret, le sentiment religieux s'en va. Il a trop longtemps, sous prétexte de soumettre la chair à l'esprit, comprimé les mouvements affectueux dans le cœur de l'homme et rempli son âme d'instincts sombres et féroces. Quel sentiment dépravé a jamais creusé plus de cachots, inventé plus de tortures, provoqué plus de massacres et couvert le monde de plus de ruines et de cadavres ? Sous l'influence de la civilisation grecque, les hommes avaient commencé à se policer et à remplacer la barbarie par l'exercice des arts utiles et agréables ; après l'établissement du christianisme, les égarements de la métaphysique en ont fait des bêtes fauves et les ont replongés dans la barbarie. Aujourd'hui les idées deviennent plus saines, plus positives, le sentiment religieux s'affaiblit, et en même temps la sensibilité humaine reprend son empire, et les mœurs s'adoucissent » (7).

Granger paraît avoir oublié que la civilisation grecque fut animée elle aussi d'un sentiment religieux profond ; sa littérature reste le témoin légendaire de la crainte fataliste qu'inspiraient les puissances du bien et du mal aux habitants de l'Attique, crainte suffisante pour que la vierge pâle et forte de Sophocle puisse compter sur elle pour imposer au tyran de Thèbes le respect des lois « non écrites »

(7) « L'Eglise et le Pouvoir » p. 128-129.

...Il n'est pas de notre sujet de suivre ici pareille discussion... Nous avons voulu simplement esquisser les raisons pour lesquelles Granger estime l'idée religieuse incompatible avec l'idée égalitaire. Granger a même été plus loin, et c'est jusqu'avec la nature et la fin véritable de l'homme qu'il juge en contradiction la morale divine. Des deux routes qui solliciteront toujours les pas de l'individu et au bord desquelles installeront toujours leurs chaires des prédicateurs également convaincus, celle de l'ascétisme et celle du plaisir, Granger a résolument choisi la seconde. Sur ses lèvres reflourissent les conseils tentants de Ronsard; lui aussi estime que, dans le triste enclos de la vie, les roses sont trop rares pour que nous ne les respirions pas lorsqu'elles s'offrent à nous. Il a eu la révolte désespérée des cœurs qui ne croient plus :

« Dérision !... L'homme meurt, son corps se dissout, son âme tombe dans l'infini, sa mémoire se perd au milieu des mondes ; il le sait sans pouvoir le comprendre, il le craint sans pouvoir l'éviter, et on ose encore lui disputer le peu de jouissances que la nature avare a semées sur sa route ! Retirez-vous, prophètes de malheur ! ne venez pas abreuver sa vie d'amertumes, laissez-le, laissez-le cueillir en paix les quelques fleurs qui s'y rencontrent ! » (8).

(8) « L'Eglise et le Pouvoir » p. 130.

CHAPITRE TROISIEME

RÔLE NÉFASTE DE LA MONNAIE

A côté de la violence physique et morale, Granger relève un second facteur de la formation de l'inégalité, l'invention de la monnaie.

L'argent n'était d'abord qu'un instrument d'échange, un signe de la valeur qu'avait produite A et qu'il troquait contre celle qu'avait produite B ; c'était uniquement le système du troc perfectionné. Mais peu à peu les hommes ont oublié la réalité pour ne plus s'attacher qu'à l'abstraction ; la monnaie a eu une valeur propre, distincte du travail qui avait créé cette valeur. La monnaie, au lieu de se trouver dans la main du travailleur et de s'y trouver dans la proportion de son travail, est tombée entre les mains de certains individus, les capitalistes. Se déplaçant sans égard à la justice, elle provoquait en même temps l'inégalité de conditions :

« ...Ce qui favorise éminemment l'exploitation de l'homme par l'homme, ce qui sert surtout à consolider les abus de toute nature, c'est l'argent. L'invention de la monnaie a été moins utile à l'industrie que funeste à la liberté ;

elle a rendu plus facile l'accumulation des richesses et l'inégalité des conditions. La monnaie, dans l'origine, n'avait pour objet que de faciliter les échanges ; elle n'était considérée que comme une représentation inerte, stérile des valeurs échangeables, c'est-à-dire des produits destinés à la consommation. La possession alors en était légitime, puisqu'elle remplaçait entre les mains du travailleur la part de fruits qui lui revenait par suite de sa participation à la production générale » (1).

Granger posait ainsi le problème qui devait retenir l'attention de Proudhon et que celui-ci devait essayer de résoudre, en s'efforçant de priver la monnaie de son pouvoir de spoliation par le système mutuelliste.

Nous verrons que l'auteur de « A chacun selon son Travail » supprime les inconvénients nés de l'usage de la monnaie par l'emploi de bons de travail.

(1) « L'Évangile devant le Siècle » p. 93.

CHAPITRE QUATRIEME

COMPARAISON AVEC LE DYNAMISME MARXISTE

Le dynamisme social de Granger apparaît ainsi beaucoup moins simpliste que celui que devait décrire Marx.

Pour ce dernier, le mal social, l'exploitation du prolétaire est le fruit de la « Bourgeoisie », cette prodigieuse classe sociale à qui il dédie, dans la première partie du Manifeste Communiste, une sorte de nouvelles « Litanies de Satan ». Marx nous explique bien comment, grâce à la révolution industrielle et au développement des moyens de communication, cette classe bourgeoise a pris une extension formidable, a écrasé les différents compartiments de la nation, absorbé les diverses catégories de citoyens, pour ne laisser subsister en dehors d'elle que la classe des travailleurs. Bourgeoisie contre prolétariat : dans cette lutte réside toute l'histoire de la société moderne. Mais ce que Marx ne nous indique pas, c'est la naissance de cette classe d'opresseurs : « les serfs du Moyen-Age engendrèrent les bourgeois des premières communes » (1), se contente-t-il

(1) Manifeste communiste.

de nous indiquer. On aurait plutôt imaginé le contraire, et il peut paraître bizarre, assez peu logique, de nous présenter la première bourgeoisie comme issue du premier prolétariat. Pourquoi en tout cas une partie du prolétariat est-elle restée elle-même tandis que l'autre passait à l'exercice de la tyrannie économique, génératrice de la tyrannie politique ? Qui, cette bourgeoisie a-t-elle commencé par compter dans ses rangs ?

On s'empêche difficilement de songer à ces abstractions fameuses, chargées d'effrayer les imaginations crédules et dont l'existence, bien que fort problématique, est admise sans discussion par ceux à qui on les présente. Tel le Croquemitaine de nos jeunes années... Nous ne pouvons accepter, nous ne pouvons réaliser, alors qu'aucune explication de sa formation ne nous est donnée, cette notion d'une classe unique d'exploiteurs, en face d'une classe unique d'exploités. Nous en sommes incapables, alors surtout que chaque jour, nous cotoyons une foule d'individus que l'on serait bien embarrassé de ranger dans l'une ou dans l'autre. Serait-ce l'argent gagné qui servira de critère ? Bourgeois alors tel maître d'hôtel, prolétaire tel professeur de collège. Sera-ce le milieu, les manières, le costume ? Notions essentiellement fuyantes, diversifiées à l'infini... L'a bien remarqué le peuple de la terre qui a peut-être été et continue à être le plus attaché à la notion de classes, celui des Hindous, qui compte une infinité de classes sous le nom de castes... Nous sommes mêmes tentés de

croire, exactement à l'inverse de ce qu'a soutenu Marx, que plus la civilisation se développe, plus les classes se fragmentent nombreuses. Dans une peuplade nègre, il pourra être assez facile de partager les individus en deux groupes : les chefs et les sujets ; dans une société moderne, le nombre et la variété des fonctions sont telles que c'est par paliers à peu près insensibles que l'on passe du plus puissant potentat au plus miséreux des ouvriers.

L'honneur de Granger, par comparaison avec Marx, est de ne pas, en vue d'une lutte finale et préconçue, avoir partagé, bon gré mal gré, en deux armées, tous les citoyens. Il n'est pas tombé dans cette attitude essentiellement anti-scientifique qui consiste à bâtir une démonstration sur un point de départ qu'on baptise axiome et qui en réalité est éminemment discutable.

Expliquant la formation de l'inégalité par le développement d'instincts mauvais, il n'a peut être pas fait œuvre bien originale ; mais il s'orientait dans un sens qui allait lui permettre de s'attaquer à la racine du mal et de faire dériver la réforme sociale d'une réforme du cœur de l'homme.

TROISIEME PARTIE

Un nouvel Ordre Social

CHAPITRE PREMIER

SES FONDEMENTS MORAUX. — L'INTÉRÊT MATÉRIEL
ET L'INSTINCT DES AFFECTIONS. — AMORCE D'UNE MORALE
SANS OBLIGATION NI SANCTION

On ne critique qu'afin de proposer mieux. Quelle organisation Granger a-t-il rêvé de substituer à celle qui a mérité ses attaques ?

Cet ordre social nouveau, l'auteur de « l'Evangile devant le Siècle » a compris qu'il fallait en préparer l'avènement aussi bien qu'en soutenir l'existence à l'aide d'une morale.

Granger a nettement senti ce que n'avaient éprouvé que confusément ses devanciers, qu'on ne transforme pas une société par le moyen de formules ou de réformes isolées, si radicales soient-elles, comme la suppression de l'héritage. Ce n'est que par le développement de quelques prin-

cipes directeurs, la cristallisation des énergies individuelles autour de quelques facteurs moraux que peut s'opérer une révolution durable.

Marx, craignant sans doute de se voir renvoyer l'épithète d'utopiste qu'il avait dédaigneusement appliquée aux socialistes français, prétendit que la transformation sociale devait fatalement s'accomplir, aussi sûrement qu'une marmite d'eau placée sur un feu violent, dans une atmosphère normale, entrera à un moment donné en ébullition. Une telle attitude supprime la question de l'effort.

Pareille conception ne pouvait être celle de Granger. Nous avons vu qu'il expliquait la formation de l'inégalité et de l'injustice par l'action jumelée de la force et du sentiment religieux, principes d'action qu'il considère tous deux comme anti-naturels. Si, délaissant ces facteurs artificiels, les hommes laissaient jouer les ressorts naturels de la vie, la société s'organiserait d'elle-même justement.

Quels sont ces mobiles ?

L'intérêt matériel et l'instinct des affections.

Il peut sembler paradoxal au premier abord de fonder une morale sociale sur l'intérêt. Celui-ci est loin en effet d'être toujours en accord avec le sacrifice que la société exige de ses membres. Sa recherche exalte l'égoïsme alors que toute association vit surtout d'altruisme. Aussi Granger prétend-il qu'à l'état de nature l'intérêt individuel coïncide avec l'intérêt général, parce que cet intérêt individuel est

« bien entendu ». L'homme, s'il n'est pas perverti par des principes mauvais, apprécie sainement son intérêt, et cette appréciation est conforme aux intérêts de la masse.

« ...Mon voisin peut être dans l'impossibilité de travailler, soit parce qu'il est malade, soit parce qu'il n'est pas encore sorti de l'enfance, soit parce qu'il a atteint une vieillesse avancée. La circonstance que je ne me reconnais lié par aucun devoir envers lui fera-t-elle que je l'abandonnerai dans sa triste position ? Non ; mon intérêt bien entendu est encore là pour m'ordonner de venir à son aide. Je puis être malade à mon tour ; dans ce cas, je serai bien aise de trouver mon malade rétabli pour me rendre les soins que je lui aurais donnés. Je suis destiné à devenir vieux, et alors j'aurai besoin d'avoir mérité par ma bienveillance les secours de l'enfant devenu homme. Quant au vieillard actuel, je n'ai désormais plus rien à attendre de lui, cela est vrai. Cependant, mon intérêt à l'entretenir n'en est pas moins réel, car si je lui refuse ce service, ceux qui viennent après moi seront intéressés à leur tour à frapper ma vieillesse du même refus, afin que l'exemple de mon châtiment ôte à la génération suivante toute pensée d'en faire autant à leur égard. D'ailleurs, quand j'étais enfant, c'est ce vieillard, alors dans la force de l'âge, qui m'a soutenu du produit de son travail ; j'aurai là un motif de plus pour remplir ses derniers jours de consolations. En un mot, pour toutes les circonstances de la vie, l'intérêt indi-

viduel assure l'intérêt général, au lieu de lui être comme aujourd'hui contraire » (1).

Il est curieux de voir ainsi — tant il est vrai que tout a été dit depuis si longtemps qu'il y a des hommes et qui poursuivent le bonheur — comment Granger a par avance défloré les thèses utilitaristes modernes, et certes, M. Belot serait tout étonné de trouver chez notre auteur une notable partie de ses conceptions.

Quelle que soit la puissance du ressort-intérêt, celui-ci ne s'exercera pas seul. Il vient s'y ajouter l'instinct des affections. L'homme, dut-on l'assimiler au plus vil des animaux, a comme celui-ci, une puissance affective certaine. Il est capable de se réjouir du bonheur des êtres qu'il aime, de s'attrister des souffrances qui les frappent. De pareils sentiments sont susceptibles de nous faire accomplir des actes que la voix seule de l'intérêt ne commanderait peut-être pas aussi impérieusement.

« A ce mobile infaillible de l'intérêt, vient encore s'ajouter celui des sympathies que la nature a fondues avec les besoins. Un malade nous inspire de la commisération, un enfant de la bienveillance, un vieillard du respect, un opprimé du dévouement ; on se sent entraîné à les couvrir d'une affectueuse protection. Ces sentiments, ôtant aux bons offices ce qu'ils pourraient avoir de pénible, serviraient au besoin à combler l'insuffisance d'un intérêt purement

(1) Op. cit., p. 21-23.

éventuel... N'est-ce pas un bonheur pour une mère d'allaiter l'enfant qui lui sourit, pour une jeune fille de soigner son amant malade ?... Ici l'amour se joint à l'intérêt pour remplacer le stérile devoir, et cette combinaison est pour moi comme pour les autres une garantie de bien-être plus puissante et en même temps plus agréable » (2).

Que nous sommes loin de la toute intellectuelle attraction passionnelle de Fourier et du sentiment trouble qui unissait le couple St-Simonien ! Que nous sommes près, au contraire, de la compréhension et de la sérénité de la philosophie grecque, nous voulons dire ici d'Aristote, lorsqu'il s'exprime ainsi :

« L'homme a deux grands mobiles d'intérêt et d'attachement, ce qu'il a en propre et ce qu'il chérit » (3).

Les conclusions que tire Granger de cet état psychique naturel est qu'il est inutile, pour assurer une vie sociale harmonieuse, de faire appel aux idées de droit et d'autorité. Dressant somme toute le tableau d'une morale sans obligations ni sanctions, d'une morale faite d'équilibre qui satisfait à la fois notre sensibilité et notre intelligence, d'une morale qui n'est que la libre fécondation du germe que l'individu porte en lui, Granger a ici encore devancé certains philosophes modernes, les Brochard et les Goyau.

(2) Op. cit., p. 23-24.

(3) Cité par M. Deschamps, Hist. des Doctrines Economiques, Cours de Doctorat 1926-27, p. 89.

CHAPITRE DEUXIEME

LE TABLEAU DE LA SOCIÉTÉ FUTURE

Il ne reste à Granger qu'à dresser le tableau de l'organisation de la société formée par le jeu des principes qu'il vient d'indiquer.

Ce tableau n'apparaît pas comme celui qu'aurait brossé un jour quelque artiste généreux, emporté par un rêve de justice et de beauté, mais comme une toile qui reproduirait le sous-bois où le peintre s'est installé, en permettant seulement, par quelques touches, d'imaginer, remplie de clarté et de ciel bleu, l'orée de la forêt. L'œuvre ne pourrait être signée Fourier ou Cabet. Elle n'est qu'un aboutissement, selon la manière qui devait être celle de Marx et de ses disciples orthodoxes. Mais, tandis que Marx prétend seulement observer et suivre les données sociales, tel un observateur qui attacherait ses yeux au ruisseau jusqu'à sa chute dans l'égout, Granger, lui, prétend remplacer des principes de vie malsains, ou plus exactement les tuer, pour que ne s'exercent plus que les instincts bons mis en nous par la nature. Sa morale est une aspiration vers la simplicité et sa philosophie un effort, initialement

tout au moins. Car si l'homme bien portant peut se laisser vivre, le malade doit, avant de se laisser porter par la vie, commencer par faire retour à la santé. Il est d'ailleurs curieux de remarquer, tant les doctrines fatalistes satisfont mal l'esprit humain, comme le matérialisme historique a évolué à la fin du XIX^e siècle, finissant lui-même par devenir, notamment avec Labriola, une philosophie de l'effort en quelque sorte puisqu'il montre l'individu en lutte incessante contre l'étreinte des conditions matérielles de la vie, c'est-à-dire contre l'influence du milieu.

CHAPITRE TROISIEME

LE DÉTAIL DE L'ORGANISATION SOCIALE. — RÉPARTITION
SUIVANT LE TRAVAIL. — COLLECTIVISME. — THÉORIE DE LA
VALEUR-TRAVAIL. — LES IDÉES DE PECQUEUR ET DE RODBERTUS.
— PRÉLÈVEMENTS SOCIAUX. — PAS DE RÉMUNÉRATION
SPÉCIALE AU CAPITAL ET AU TALENT

L'un des traits caractéristiques de toute société est la manière dont ses membres viennent à la répartition des biens produits. Lorsqu'aucun de ses membres n'a rien en propriété, ce qui est le cas de l'homme absolument primitif que pose Granger, ils se différencient seulement par leurs personnes physiques, par la force de travail inégale qu'ils représentent. Et il n'y a qu'un mode de partage qui puisse satisfaire l'esprit et assurer la stabilité de l'association, le partage selon le travail accompli. Ce mode de répartition a en même temps, l'avantage de sauvegarder la liberté individuelle, chacun pouvant s'abandonner au far niente, la sanction devant venir d'elle-même, en dehors de toute contrainte extérieure.

Tous, dit Granger, « nous avons à la convention (d'association) arrêtée, un avantage évident. Mais cet avantage,

pour être réel, ne doit être acheté par aucun sacrifice ; il faut que la nouvelle situation nous laisse dans le même état de liberté respective, que le service de l'un ne force pas l'autre à un plus grand travail pour le rendre : autrement il n'y aurait pour nous qu'un simple déplacement d'inconvénient, et il vaudrait autant, et peut-être mieux, rester dans notre première indépendance. Si, par exemple, nous faisons des partages égaux, cela nous donnerait le droit d'exiger réciproquement un travail égal, et il n'y aurait plus entre nous des rapports d'associés, mais bien de subordonnés. Ce serait une violation de la liberté individuelle, et puis, ce premier pas fait en dehors de la loi naturelle pourrait mener à tous les empiètements. Il est donc indispensable d'ajouter à notre convention cette clause que les partages réciproques n'auront lieu qu'*en proportion du travail de chacun*, c'est-à-dire que ma part dans la masse des produits sera plus forte ou plus faible, suivant que j'aurai travaillé plus ou moins que mon associé. De cette manière, je me trouve intéressé à travailler, sans que celui-ci soit dans la nécessité de m'y contraindre » (1).

Cette règle de distribution suivant le travail exclut le communisme pur, ou anarchisme, qui fonde la répartition sur les besoins, système propre, comme l'a bien remarqué Granger, à engendrer les plus graves abus.

Il est en effet impossible de ne pas imposer à l'homme un minimum de travail, sous peine de voir s'effondrer la

(1) « A chacun selon son Travail », p. 20-21.

production. Ce minimum, disent les communistes, sera fixé suivant les forces. Mais ces forces, qui les déterminera ? qui les contrôlera ? L'aspect physique, à moins d'un contrôle médical aussi minutieux que sévère, ne peut être une indication suffisante. Il est des individus d'apparence plutôt chétive qui ont une force de résistance bien supérieure à des organismes aux formes athlétiques. Il faudra donc ou se fier aux déclarations des travailleurs eux-mêmes, qui risquent d'être éloignées de la vérité, ou décider arbitrairement que tel citoyen effectuera telle quantité de besogne. Si l'on se refuse à favoriser la paresse, il faut tomber dans l'arbitraire. « Le communisme ne ferait que déplacer les abus » (2) estime Granger, et il cite la critique de Proudhon : « ...La communauté est inégalité, mais dans le sens inverse de la propriété » (3).

Le système de répartition prôné par Granger n'est donc pas le communisme. C'est ce qu'on devait appeler plus tard le collectivisme.

Car Granger, il le faut noter, n'entend pas par la formule « A chacun selon son Travail » une répartition fondée sur le temps passé au travail. Un pareil système qui n'aurait égard qu'à la montre et en aucune façon au produit, serait évidemment absurde (et, à notre connaissance, il n'a jamais été soutenu.) Si je mets quinze jours pour fabriquer une table, alors que mon voisin, ébéniste comme

(2) Op. cit., p. 47.

(3) « Qu'est-ce que la propriété ? ».

moi, en fabrique cinq pendant le même laps de temps, il serait de la plus criante injustice de nous remettre, à l'un et à l'autre, à la fin de la quinzaine, la même rétribution. L'équité exige que la rémunération s'attache au travail, et non au temps employé.

Granger le comprend ainsi. Mais la difficulté alors est d'établir une mesure pratique du travail. Granger résolument, directement, adopte le critère de la « valeur-travail », telle que l'entendra Marx : un produit vaut la quantité de travail moyenne nécessaire à sa production :

« La valeur du travail est représentée par le rapport entre la production générale et le travail commun. Si mille journées de culture fournies par différents laboureurs ont produit mille mesures de blé, chaque journée vaudra une mesure de blé, quand même cette journée, prise séparément, aurait rendu plus ou moins d'une mesure... » (4).

L'idée était neuve. Pecqueur lui-même — qui était le contemporain de Granger, et que celui-ci a pu ne pas connaître (la « Théorie nouvelle d'économie sociale et politique » est de 1842) — ne l'a pas formulée comme principe. Il n'y est parvenu, et sans l'avouer, que par une série de concessions faites à sa grande règle : la rémunération égale pour tous quelle que soit leur fonction. Car Pecqueur, qui est la conscience même et a l'esprit ainsi fait qu'il aperçoit immédiatement l'objection au principe qu'il pose,

(4) « A chacun selon son Travail », p. 51-52.

s'est très bien rendu compte que cette rémunération égale était une prime à la paresse. Et, pour y parer, il a imaginé de réduire plus ou moins la durée de la journée de travail selon la productivité de celui-ci, d'appliquer des pénalités aux paresseux. Si bien que cette fameuse égalité de rémunération n'apparaît que comme un étiage maximum, — réserve faite encore de quelques exceptions — au-dessous duquel s'inscrivent tous les niveaux de rémunération établis en réalité d'après la productivité du travail.

En 1842 également, Rodbertus avait pour ainsi dire, pressenti cette thèse de la valeur-travail (5), mais il ne l'exprima de manière précise qu'après 1850 (6).

Cette précision, Granger ne nous l'a d'ailleurs pas donnée complète, comme va nous le montrer un examen des difficultés qu'il a abordées et de celles qu'il a négligées.

Du moment tout d'abord que c'est l'Etat — ou toute autre dénomination dont on désigne l'entité sociale — qui va être propriétaire des instruments de production agricoles et industriels : terres, machines, usines, il est nécessaire que, sur le travail de chaque individu, il prélève une quote part afin de permettre la reconstitution de ces « capitaux fixes ». D'autre part, ce ne peut être encore que la collectivité qui assure les services d'intérêt général : instruction publique, transports, etc... Pour satisfaire à ces dépenses,

(5) Zur Erkenntniss unserer staatwirthschaftlichen Zustände, Neubrandenburg, Barnewitz, 1842.

(6) Das Kapital, 1852.

certaines prélèvements seront encore nécessaires. Cela Granger l'a compris. Il a même été assez loin dans cette voie, désirant mettre l'Etat en mesure d'organiser ce que nous appelons aujourd'hui les assurances sociales.

« Sur la masse des produits obtenus, il y a des prélèvements à faire pour les frais d'administration, pour l'entretien des enfants, des vieillards et des malades, et pour les pertes accidentelles... Nous avons aujourd'hui les assurances contre la grêle, l'incendie et autres sinistres : l'assuré donne une prime que le calcul des probabilités permet d'apprécier avec autant d'exactitude qu'une marchandise ordinaire ; il reçoit en échange une certitude de réparation de ses pertes eventuelles, qui représente incontestablement la valeur de cette prime (sauf les bénéfices des spéculateurs) C'est ainsi qu'au moyen d'un prélèvement sur ma production, je suis assuré contre la violence, les pertes fortuites et l'inaptitude au travail : triple garantie, triple sécurité, qui entrent pour beaucoup dans le bien-être, dans le confortable de la vie » (7).

Ces prélèvements sont justes parce qu'ils ne sont pas « sans compensation ». Ils représentent pour l'individu des services qui sont consommés par lui. Tous les autres prélèvements, suivant Granger, sont injustes et par conséquent ne se rencontreront pas dans l'organisation sociale future.

Bien entendu, d'abord, il n'existera pas de prélèvement

(7) Op. cit., p. 32-33.

spécial au profit du capital. Celui-ci, pour l'individu, ne peut d'ailleurs être représenté que par les signes représentant ses heures de travail d'intensité moyenne, que l'on appellera Bons de Travail, et les biens consommables achetés à l'aide de ceux-ci. De par leur nature, ces biens excluent l'idée de prêt. Restent les bons. Ceux-ci affecteraient une forme — sur laquelle nous n'avons pas d'autres renseignements — qui ne permettrait pas de les faire fructifier, car « un homme libre de tout préjugé ne verra jamais entre l'usure et l'intérêt qu'une simple différence de plus ou moins » (8).

Le talent ensuite ne recevra pas de rémunération spéciale. Et ceci pour deux raisons : la malfaisance de certains talents parfois, le hasard auquel ils sont dûs dans tous les cas.

Les poètes par exemple : Granger leur offrirait avec facilité la couronne de roses et l'exil ; il leur reproche l'exaltation malsaine dont ils ont entouré certains fléaux comme la guerre :

« Toutes les branches des sciences exactes et morales ont eu leurs génies, je le sais, mais je sais aussi que tous les génies ont eu leurs cultes : le génie de la Guerre a décimé les populations ; le génie de la Poésie lui a élevé un trône sur l'autel de la superstition, et l'univers entier abruti par le malheur, est tombé en adoration devant eux.

(8) « L'Evangile devant le Siècle », p. 66.

Certes, voilà déjà une bien triste recommandation aux yeux d'un peuple qui voudrait être libre » (9).

Quant aux génies utiles, ils ne sont qu'un produit du hasard ou du milieu. Pourquoi leur accorder une rémunération spéciale ?

« Je laisse ces génies malfaisants, pour ne m'occuper que des talents, des capacités exceptionnellement utiles à l'humanité... Je ne me permettrai pas de nier absolument leur existence : il y a des idiots et des fous, il peut aussi y avoir des excentricités dans le sens contraire... Combien y en a-t-il qui restent crétins parce que les circonstances n'ont point favorisé leur développement intellectuel ! » (10).

Reconnaissons au passage l'amorce des thèses médico-matérialistes qui allaient jouir d'une si grande vogue à la fin du XIX^e siècle et devaient prétendre même que les génies ne se rencontraient que dans les familles à lourde hérédité.

Ainsi, sauf les prélèvements nécessaires à la marche des services publics, Granger accorde au travailleur un nombre de bons exactement égal à celui des heures de travail moyen, ou normal, qu'il a fournies.

Une formule aussi générale nous apparaît comme très insuffisante à cause des multiples difficultés d'application qu'elle soulève. Ces difficultés, nous allons les passer rapidement en revue.

(9) « A chacun selon son Travail », p. 39.

(10) « A chacun selon son Travail » p. 40-41.

CHAPITRE QUATRIEME

LA CRITIQUE DU COLLECTIVISME DE GRANGER. — QUID DE L'ÉTABLISSEMENT DES VALEURS-TRAVAIL ET VALEURS-VENTES. QUID DE L'ÉCONOMIE DANS LA PRODUCTION ET DU DÉVELOPPEMENT DE L'ESPRIT D'INVENTION ? — LE COLLECTIVISME DÉCENTRALISATEUR DE JAURÈS. — QUID DE L'ADAPTATION DE LA PRODUCTION A LA CONSOMMATION ? — RÉPARTITION DES INDIVIDUS ENTRE LES MÉTIERS. — LES SUGGESTIONS DE PECQUEUR ET VILLEGARDELLE. — RYTHME DE LA PRODUCTION.

Il est des terres riches et des sols pauvres, des mines qui livrent facilement leurs produits et d'autres auxquelles il faut les arracher au prix de travaux considérables, des outils perfectionnés qui permettent une production rapide, et d'autres, anciens, qui donnent un rendement moindre avec une peine plus grande. Est-il équitable d'allouer une rémunération égale à des individus qui se trouvent aux prises avec des instruments de travail aussi différents ? Non, très certainement.

Sur deux champs voisins, deux ouvriers agricoles font la moisson. A l'un, la collectivité a pu fournir une faucheuse-batteuse-lieuse, tandis qu'à l'autre elle n'a pu don-

ner qu'une faux. Si le premier confectionne deux cents gerbes à l'heure, alors que le second n'en fait que cinquante, il serait souverainement injuste de donner à celui-là quatre fois plus de bons de travail qu'à celui-ci. Il faut établir une computation qui permette de fournir une rémunération égale pour des dépenses égales de travail, mais accomplies avec des outils ou dans des circonstances différents. Par exemple sur tel champ, un bon de travail d'une heure ne sera alloué que pour quatre bottes, tandis que sur tel autre, la botte vaudra une heure de travail. Ceci d'ailleurs seulement pour l'individu chargé d'effectuer la coupe de la récolte.

La rémunération donnée au producteur devra, dans un même souci d'égalité, tenir compte de la plus ou moins grande fertilité du sol.

Pour chaque produit, existeront donc en réalité des valeurs-travail différentes. Mais la valeur-vente peut-elle être différente de la valeur-travail ? Le magasin de l'Etat ne peut vendre à des prix différents des gerbes de même qualité, sous prétexte que l'une n'a pas été récoltée avec le même outillage que l'autre. Cette valeur-vente sera la valeur-travail moyenne. Il faudra donc que l'Etat collectiviste établisse non seulement, ce qui est déjà fort compliqué, la valeur moyenne du travail enfermé dans chaque produit mais encore qu'il fixe pour chaque ferme, chaque usine, à l'intérieur de chaque ferme, de chaque usine pour chaque

catégorie d'individus travaillant dans certaines conditions, les valeurs qui serviront de base à la rémunération. Et enfin, il sera indispensable, sous peine de rompre l'équilibre du système, que ce nombre infini de valeurs se retrouvent exactement dans la valeur moyenne ! Tâche aussi prodigieusement invraisemblable que de compter les vagues de la mer ! Cet aspect de la question collectiviste, admirablement mis en lumière par M. Bourguin (1), Granger ne l'a pas aperçu, ou, peut-être bien, a préféré ne pas l'examiner. De cette manière, nous ne savons pas auquel des deux termes du dilemme il eût préféré se rallier : l'impossibilité physique ou la rupture de l'égalité.

Il est également une autre face du problème que n'a pas envisagée Granger. On ne peut faire au système collectiviste le reproche qui accable le système communiste : les individus étant rémunérés d'après le travail fourni et non d'après leurs besoins, la paresse des membres de la communauté est peu à redouter. Mais le collectivisme n'échappe pas au péril grave du gaspillage. Quel peut être l'intérêt des travailleurs à ne pas fatiguer le machinisme ou à ne pas prodiguer les matières premières, puisque la seule sanction est la quotité de la rémunération qui s'attache au produit fabriqué ? Que la fin soit atteinte, peu importent les moyens ! Un pareil gaspillage risque de grever la collectivité de charges très lourdes susceptibles

(1) Cf. *Les Systèmes socialistes et l'évolution économique*.

d'atteindre au taux du profit capitaliste qu'on a voulu supprimer.

Il est à craindre d'autre part que ne se tarisse l'esprit d'invention qui, dans la société capitaliste, permet tout de même de temps à autre de livrer au public des produits, comme les automobiles, à des prix diminués. Nul, en effet, n'a intérêt à exécuter, en sus de son travail, de laborieuses recherches qui, si elles aboutissent, ne lui procureront aucun avantage personnel. Ou bien alors, il faut supposer que l'homme a une compréhension assez large de son intérêt et un esprit d'altruisme assez développé pour s'estimer suffisamment récompensé par la parcelle de jouissance qu'il retirera de son invention comme membre de la société à laquelle il l'aura donnée. Il serait également naïf de penser que des distinctions honorifiques seront de nature à agir avec la même vigueur que l'aiguillon de l'intérêt personnel.

Supposera-t-on l'existence de corps de chercheurs officiellement réunis par l'Etat ? Mais l'objection reste la même : ces gens, ne pouvant avoir d'autre rémunération que l'heure de travail du fonctionnaire, n'auront aucun intérêt direct à la recherche. Il est à présumer qu'ils l'accompliront mollement. En outre, comment seront recrutés ces savants ? Au hasard ? Folie. Au concours ? C'est mieux, mais ignore-t-on les différences qui séparent l'esprit de dissertation de l'esprit d'invention ? Découvrir, c'est observer. Il est de grands travailleurs qui n'ont jamais su

que retenir. Beaucoup de belles découvertes, comme celle de la vapeur, sont dues à de modestes citoyens qui, en société collectiviste, n'auraient eu aucune raison d'être distingués, et aucun intérêt sérieux à se faire distinguer.

La force de ces griefs a si bien frappé les collectivistes eux-mêmes, qu'ils l'ont jugée suffisante pour apporter des tempéraments appréciables à leur système. Par exemple, Jaurès prônera la décentralisation dans le collectivisme (2). Il envisage, à côté de la production administrative, la production corporative, réalisée par des groupements professionnels possesseurs de leurs instruments de travail, chargés de les entretenir et de les renouveler. Le groupe corporatif donne ses produits aux magasins de l'Etat et en échange reçoit le nombre de bons de travail correspondant. Par suite les membres du groupe ont intérêt à ménager les machines afin d'avoir à dépenser le moins possible des bons reçus en frais de réparation ou de remplacement ; ils ont intérêt à épargner la matière première, de manière à être obligés d'en acheter le moins possible. Enfin ils ont intérêt à améliorer le rendement par l'invention, afin, produisant plus, de recevoir davantage.

Ainsi chaque corporation ou Syndicat devient une cellule indépendante, organisant sa production comme elle l'entend, soumise seulement à l'obligation de rendre compte à l'Etat de ses produits à la valeur taxée. Cela

(2) « Esquisse provisoire de l'organisation industrielle ».

ressemble beaucoup à ce qu'était le régime des fabricants de munitions ou de produits servant à la défense nationale durant la guerre, avec cette différence que le fruit du travail est réparti également entre les membres de l'association, au lieu d'être encaissé par le patron et reversé partiellement sous forme de salaires. C'est du coopératisme à peu près pur. L'Etat collectiviste n'intervient plus que comme intermédiaire entre le producteur et le consommateur, au premier pour appliquer un barème de rémunération établi par lui, au second pour appliquer un barème de vente également établi par lui, ainsi que nous l'avons vu. Il y a là un singulier reniement des principes.

On trouve plus grave. Supposons qu'un chapeau de feutre soit payé à un groupement professionnel donné une demi-heure de travail ; par suite d'un perfectionnement apporté à la technique, cet atelier parvient à en fabriquer trois à l'heure. Il percevra donc une valeur d'une heure de travail toutes les quarante minutes. Toutes les heures, ses membres toucheront un profit, au sens capitaliste du mot, de vingt minutes.

Pour que la production ne s'effondre pas, on a ressuscité le seul ressort qui puisse la tendre, l'intérêt personnel, et avec l'intérêt est apparu son inséparable corollaire, le profit. Ce spectre bourgeois n'effraye-t-il plus l'esprit ? L'accepte-t-on ? On est bien obligé de l'accepter, sinon il faut interdire l'emploi de la machine perfectionnée qui permettait de le réaliser, et on n'a toléré l'indépendance

du syndicat que précisément dans l'espoir de favoriser l'invention. Ou alors il est nécessaire de réviser les tableaux des valeurs et de ne plus payer un chapeau que vingt minutes de travail : le résultat sera le même, l'intérêt de l'invention supprimé.

Il faut donc subir le profit, mais nous avons vu que les valeurs moyennes ou valeurs-ventes représentaient exactement la somme des valeurs-travail. Or, l'Etat collectiviste va payer pour un chapeau d'une valeur-travail de vingt minutes, une valeur-vente de trente minutes. L'équilibre est rompu, à moins que l'Etat ne paie à d'autres chapeliers une valeur-vente de vingt minutes, ce qui leur aura coûté une valeur-travail de trente minutes, système qui serait évidemment inique. Le résultat de cette rupture d'équilibre sera qu'à un moment donné, et très vite, pour peu que fait semblable se produise dans diverses branches de la production, l'Etat manquera de bons de travail. Il sera obligé, à moins de laisser les producteurs mourir de faim devant leurs stocks, d'en créer fictivement. Ces nouveaux bons, au lieu d'être le signe d'un travail réellement effectué, ne seront plus qu'une monnaie, une monnaie non gagée, un papier-monnaie, dont la valeur, selon la loi inexorable de l'inflation, ne cessera de décroître jusqu'à zéro. Comme l'Histoire nous l'a enseigné dans toutes les circonstances semblables, un instrument d'échange nouveau, correspondant à de réelles créations et à de véritables déplacements de richesses, apparaîtra dans les relations

entre producteurs et consommateurs. L'équilibre détruit par une cotation artificielle des valeurs, reparaitra sous le jeu normal de l'offre et de la demande.

Le collectivisme, désireux d'échapper au reproche de stériliser la production, a ouvert la porte à la propriété syndicaliste, seul moyen qui reste d'alimenter l'intérêt. De l'intérêt est né le profit, et celui-ci faisant éclater les cadres arbitraires des règlements étatistes n'a obéi qu'à la loi de l'offre et de la demande. Dès lors la société est reconstituée à la mode capitaliste, elle a repris sa forme normale comme un arc vigoureux qui, un instant tiré en arrière, échappe des mains qui le bandent pour retourner, frémissant, à la position de repos.

Il était nécessaire de présenter ces objections, ne serait-ce que pour montrer l'importance des problèmes qu'a soulevés Granger, presque sans y prendre garde, et qu'il n'a pas essayés de résoudre. Il ne s'est guère préoccupé que de l'adaptation de la production aux besoins de la consommation, autre pierre d'achoppement du collectivisme.

Cette adaptation suppose pour commencer la répartition des individus entre les diverses professions conformément aux besoins.

Or, en régime collectiviste, où la rémunération du travail d'intensité moyenne est la même pour tous, il est évident que tous les citoyens préfèrent les travaux les moins pénibles. Durant les froids rigoureux de l'hiver, il y aura trop de monde pour conduire le « métro », et pas assez

pour nettoyer les rues, et peut-être inversement en été. Ce qui est certain, en tous cas, c'est qu'il ne se présentera pas pour chaque corps de métier exactement le nombre d'individus qu'il sera utile d'y employer. Que va faire l'Etat ? S'il place d'office tel citoyen à tel poste, c'est la contrainte, le favoritisme le plus arbitraire et le plus tyrannique ; aussi on comprend que les collectivistes repoussent avec horreur ce moyen. Mais alors, lequel vont-ils employer ?

« La variété des aptitudes, déclare Granger (3), serait une garantie de l'accomplissement des divers services ». Nous le répétons, cette variété ne sera jamais assez providentielle pour coïncider avec tous les besoins. D'autant qu'une difficulté s'ajoute du fait que des métiers également pénibles peuvent s'exercer dans des milieux plus ou moins pénibles. On peut préférer travailler dans telle fabrique de toile sise dans une agglomération importante, que dans une même usine située près d'une petite ville de province.

Granger, d'ailleurs, s'est rendu compte lui-même que la position d'équilibre ne pourrait s'établir toute seule. Et il se propose purement et simplement d'attribuer aux travaux des rémunérations variables suivant l'utilité et la pénibilité.

« Quant à la part précise à assigner à chaque travailleur, elle dépend de deux éléments : cette part sera plus ou moins forte, suivant que le travail aura été tout à la fois

(3) « L'Evangile devant le Siècle », p. 115.

plus ou moins utile et plus ou moins pénible. De la combinaison de ces deux éléments, et je n'en aperçois pas d'autre, résultera la valeur réelle de chaque travail. Le travail le plus utile et le plus pénible sera le plus rétribué, le travail d'une utilité et d'une difficulté ordinaires le sera moyennement, et un travail peu utile et presque uniquement agréable ne le sera que fort peu ; il y aura ensuite à classer intermédiairement les travaux très utiles et peu pénibles ; quant aux travaux très pénibles et en même temps fort peu utiles, ils seront nécessairement abandonnés. Si un travail réellement utile est tout à fait déserté, c'est que le salaire ne sera pas proportionné aux difficultés et alors il faudra le renforcer par un salaire plus élevé. C'est ce qu'un auteur (Villegardelle : *Accord des intérêts dans l'association*) a clairement formulé dans le passage suivant :

« Quand l'administration s'aperçoit que certaines fonctions utiles sont négligées, elle peut rappeler les travailleurs à ces fonctions par une augmentation de la paye... L'estimation selon l'offre et la demande aurait lieu à l'égard du travail, et cette règle que les économistes appliquent à l'estimation des valeurs, trouverait ici son application » (4).

C'est la logique même... Granger se rend compte fort bien, comme Pecqueur, comme Villegardelle, comme tous ceux qui avaient étudié ou devaient étudier consciencieu-

(4) « A chacun selon son Travail », p. 52-54.

sement le mécanisme de la répartition des individus entre les fonctions, que la valeur-travail est impuissante à réaliser l'équilibre entre la demande et l'offre d'emploi. Mais cette logique est d'une effroyable inconséquence à l'égard du système collectiviste, car elle en mine les bases mêmes : le mode de rémunération.

Il faudra, dit Granger, « renforcer le salaire par un salaire plus élevé ». Mais où l'Etat trouvera-t-il ce salaire supplémentaire ? Ce ne peut être que de deux manières : ou en fabriquant des bons de travail artificiels, non gagés, c'est-à-dire par l'inflation mortelle ; ou bien en opérant un prélèvement sur la rémunération allouée à d'autres groupes de travailleurs. Ces travailleurs recevront donc moins que leur travail, pour permettre à certains de leurs compagnons de recevoir plus que leur travail. Et précisément ce moins ou ce plus dépendra de la plus ou moins grande demande des produits fabriqués par un corps de métier. La règle de distribution « A chacun selon son Travail » s'efface donc pour laisser place à la règle « A chacun suivant l'utilité de ses services », qui n'est autre que la règle essentielle de répartition qui fonctionne dans les sociétés capitalistes.

A quoi bon avoir substitué la règle administrative à la fantaisie des individus dans l'espoir de remplacer des rapports fondés sur l'arbitraire de la mode et des besoins, par de stricts rapports de justice, si l'Etat se plie à son tour à ces caprices des membres de la communauté ? A quoi bon

avoir effacé la propriété privée dans l'espoir de récompenser enfin l'effort pris en lui-même, l'effort dégagé de la servitude du résultat utile, pour, en fin de compte, lui attacher aux pieds le même boulet, tout en lui faisant perdre sa principale raison d'être : l'attrait puissant du monopole que la découverte ou l'invention permettent d'exercer sur le marché ? Pourquoi ces transformations sociales si les injustices doivent être les mêmes, en même temps que la servitude plus grande et le talent étouffé ?

Le collectivisme n'est d'ailleurs pas au bout de ses reniements. Granger l'a courbé devant la loi de l'offre et de la demande ; il va sans ambages lui faire accepter la contrainte :

« Dans le cas rare en association où le travail est tellement répugnant, que, malgré cette augmentation de salaire, il reste sans bras, il se transformera en une corvée à exécuter à tour de rôle (5).

L'individu enrégimenté, allant suivant un roulement établi, casser les cailloux sur les routes : voilà la perspective que nous ouvre cette phrase !

Il est juste d'indiquer d'ailleurs que tous les collectivistes n'ont pas suivi Granger dans cette voie. Mais ceux qui ne l'ont pas fait, ne se sont pas préoccupés de résoudre le problème, ou bien ont proposé simplement cette solution : les fonctions désertées, parce que pénibles, seraient remplies par les condamnés de droit commun. Qu'il nous

(5) « A chacun selon son Travail », p. 54.

soit permis dans ce cas d'augurer bien mal d'un régime où les prisonniers seraient assez nombreux pour remplir toutes les besognes offrant un caractère quelconque de pénibilité !

Le plus décevant peut-être est de songer que tant de sacrifices et d'abandons consentis par les doctrinaires du collectivisme ne parviennent même pas à rendre celui-ci théoriquement viable.

L'adaptation de la production aux besoins n'est pas réalisée par le fait seul que les individus sont convenablement répartis entre les professions à un moment donné. Il est encore nécessaire que d'une manière durable les ressources de la production satisfassent les besoins de la consommation.

La production est bien entendu réglée par l'Etat qui en est le seul maître. Cet Etat devra donc posséder des bureaux de statistique organisés d'une manière particulièrement attentive et dirigés par des individus d'élite. Quels que puissent être cependant les soins pris, des erreurs d'appréciation se produiront, l'homme si bien renseigné soit-il ne se transformant jamais en devin. Il est du reste des causes d'erreur imprévisibles en l'état actuel de la science : un printemps rigoureux, un été qui tarde à paraître, et il se trouve qu'on a fabriqué trop de chapeaux de paille, tandis qu'au contraire, on n'a pas assez extrait de charbon.

A supposer que le régime collectiviste possède la vertu, par un miraculeux développement de la science, de per-

mettre de déjouer ces erreurs, resteront toujours insaisissables certains impondérables inhérents à la nature humaine. L'individu n'est pas obligé de consommer au jour le jour tous les bons de travail qu'il a gagnés ; il peut en épargner une partie. Granger nous le dit expressément :

« Le touriste pourra satisfaire son amour des voyages, et la jolie femme son amour du luxe ; ils n'auront qu'à se faire par leur travail un crédit suffisant » (6).

Sous l'influence d'un engouement passager de la mode, la masse des bons épargnés risque de se porter sur tel ou tel produit qui se trouvera ainsi en quantité insuffisante.

Quelles vont être les conséquences de ces ruptures d'équilibre entre l'offre et la demande ? Supposons par exemple que l'on ait fabriqué trop de chapeaux de paille et extrait trop peu de charbon. Le problème à résoudre possède une double face : produire moins de chapeaux, produire plus de charbon.

Il n'y a qu'un remède : déplacer une partie des travailleurs occupés à la fabrication des chapeaux de paille et les transporter aux mines de houille. Du jour au lendemain, il faut les arracher à leur foyer, à leurs habitudes de vie et les transformer en mineurs. Il est aisé d'imaginer l'irritation chez les individus et la perte de temps pour la collectivité qui résultera de semblables va-et-vient. Il faut même prévoir que dans certains cas, où le déménagement

(6) Op. cit., p. 55.

des travailleurs n'aura pas été effectué assez vite, il y aura surabondance telle d'un produit que, pour l'écouler, l'Etat devra consentir des réductions sur sa valeur-vente, qui est la moyenne des valeurs-travail. L'Etat liquidera à perte : il ne retrouvera pas dans ses produits une somme suffisante pour rémunérer le travail qu'ils auront coûté. Là encore, c'est la faillite, ou bien avouée, ou bien déguisée sous le masque de l'inflation.

Par contre, d'autres produits se trouveront en quantité insuffisante : avant qu'on ait pu réadapter la production, parmi la multitude des demandes auxquelles accèdera-t-on ? Sans doute sera-t-il prudent d'être en bons termes avec le chef du magasin public. A moins qu'on n'élève le prix de ces produits. Répartition d'après le favoritisme ou la richesse : le collectivisme a le choix. Il est impuissant, s'il veut respecter ses principes, à assurer une production conforme aux besoins.

Obligé, pour assurer la répartition des individus entre les métiers, d'avoir recours à la contrainte et à des modes de rémunération arbitraires, le collectivisme est encore forcé, pour adapter la production de ces individus aux besoins de la consommation, de recourir à la fixation des prix d'après la loi de l'offre et de la demande ; il n'empêche pas cependant des perturbations graves dans la production, accompagnées de la désorganisation des cellules sociales, deux faits générateurs de la disette et de la guerre civile.

Granger a aperçu le premier aspect du problème : distribution des hommes entre les professions. Il n'a pas vu le second : adaptation de la cadence de la production à celle de la consommation.

Quoi qu'il en soit, on peut se demander ce qui reste du principe de répartition « A chacun selon son Travail », support du collectivisme, si ce n'est une autorité tyrannique chargée de l'économie nationale.

Pourquoi donc Jaurès a-t-il écrit : « Nous aussi nous avons une âme libre ; nous aussi, nous sentons en nous l'impatience de toute contrainte extérieure ! Et si dans l'ordre social rêvé par nous, nous ne rencontrions pas d'emblée la liberté, la vraie, la pleine, la vivante liberté, si nous ne pouvions pas marcher et chanter et délirer même sous les cieux, respirer les larges souffles et cueillir les fleurs du hasard, nous reculerions vers la société actuelle, malgré ses désordres, ses iniquités, ses oppressions ; car si en elle la liberté n'est qu'un mensonge, c'est un mensonge que les hommes conviennent encore d'appeler une vérité, et qui parfois caresse le cœur... » (7).

Dans ce magnifique mouvement d'éloquence, il condamnait à jamais les doctrines dont il se disait le disciple ; à la méfiance que nous apporte la raison, il ajoutait le sursaut de révolte de l'individu qui est tout de même un cœur et un esprit amoureux d'indépendance.

(7) Jaurès, « L'Organisation socialiste », revue socialiste, avril 1895, p. 408, cité par M. Bourguin, op. cit.

CHAPITRE CINQUIEME

AUTRES DÉFAUTS DE PRÉCISION DU SYSTÈME DE GRANGER

De l'organisation de la société collectiviste, Granger ne nous a rien donné d'autre — l'essentiel il est vrai — que le système de répartition. Il ne nous a pas indiqué les cadres à l'intérieur desquels fonctionnerait le nouveau mode de production. De qui sera composé l'Etat, et spécialement le bureau économique ? Comment seront désignés les citoyens qui le composeront ? Quels seront les rouages inférieurs ? Par qui seront-ils eux-mêmes contrôlés ? Quels seront les différents grades de l'armée collectiviste et comment y accèdera-t-on ? Que deviendront les biens — les bons de travail — laissés par les citoyens à leur mort ? Granger semble condamner l'héritage, puisqu'il écrit que « les salaires ne seraient pas de nature... à former un capital productif et transmissible » (1). Comment empêchera-t-on alors ces bons de travail d'être transmissibles ?

Il serait du reste peut-être peu charitable de multiplier les points d'interrogation, puisqu'il est possible que Gran-

(1) Op. cit., p. 55.

ger ait répondu aux questions que nous pourrions poser. A la fin de « A chacun selon son Travail » nous trouvons en effet, parmi les livres annoncés par l'éditeur, mention de l'« Utopie administrative » (2), avec ces quelques lignes de commentaire :

« L'auteur indique dans cet opuscule les moyens d'apporter le bien-être universel, sans apporter le moindre bouleversement dans les bases de l'organisation administrative de la France, et même en en simplifiant les rouages, bien loin de les compliquer. C'est le complément nécessaire de son autre opuscule « A chacun selon son Travail ».

Ce texte est d'ailleurs bien fait pour nous intriguer. Le titre de la brochure est d'abord assez mystérieux. Ce n'est sans doute pas à son système de collectivisme que Granger l'applique ; ce n'est pas non plus à l'actuelle organisation administrative puisqu'il ne veut introduire en celle-ci aucun bouleversement. Alors ?... Il semblerait en tout cas que Granger a imaginé le passage au collectivisme à l'aide des cadres de fonctionnaires établis par le régime capitaliste. Mais là encore nous sommes réduits à la conjoncture, à l'hypothèse, jusqu'à ce qu'un chercheur plus heureux ou plus tenace que nous, mette la main sur le volume, si toutefois celui-ci a bien été publié...

(2) Cf. plus haut, p. 3 et s.

CONCLUSIONS

GRANGER PHILOSOPHE ET ÉCONOMISTE. — DE ROUSSEAU A MARX.
L'INDIVIDU ET L'ÉTAT.

Granger nous est apparu tantôt sous le visage de l'économiste, et tantôt sous celui du philosophe. Il a compris que, de même qu'on ne bâtit pas sur du sable, on n'élève pas une société sur la chimère et l'utopie, fussent-elles séduisantes au plus haut degré. Il a cherché à fixer à sa réforme sociale les assises faites des lois permanentes qui règnent sur le cœur et les appétits des individus. Comme Rousseau, il a désiré fonder sur plus de simplicité la philosophie du bonheur, mais il n'a pas commis l'erreur de Jean-Jacques : assez de bon sens l'empêchait de se livrer aux excès d'une misanthropie paradoxale.

S'inspirant de la philosophie du XVIII^e siècle, il en a clos définitivement les errements, et a montré que l'homme avant tout était destiné à s'associer à ses semblables, à travailler avec eux, à vivre en société.

Par ailleurs, comme nombre d'âmes généreuses de son époque, il a souffert de la triste condition des classes ouvrières, telle que l'avait faite le bouleversement révolution-

naire et le développement du machinisme. Il a rêvé lui aussi d'une société qui serait organisée suivant des principes plus justes, des formules qui sanctionneraient de manière terrible l'oisiveté et récompenseraient magnifiquement le labeur en donnant à chacun exactement le produit de son travail. Et c'est ainsi que Granger a exprimé la théorie de la valeur fondée sur le temps de travail socialement nécessaire, pièce essentielle de tout système collectiviste.

Ce faisant, d'ailleurs, il tombait dans l'aberration funeste de Marx et de ses disciples, à qui il ouvrait les voies.

A nos règles de répartition fondées sur l'initiative, l'énergie, la concurrence, il substituait un système de rétribution dont les plus infimes rouages ne peuvent être réglés que par l'Etat.

Lui, dont toute la morale n'était qu'un effort de libération, lui qui avait écrit cette phrase que devraient méditer tous les chefs de Gouvernement : « La société existe pour l'homme, et non l'homme pour la société » (1), plaçait l'individu sous le joug tyrannique et arbitraire de la Collectivité. Dans le désir de réaliser un peu plus de bien-être, il désorganisait la production et la plaçait sur la pente de l'indifférence et du gâchis ; dans l'espoir d'apporter plus de justice, il étouffait toute liberté. Plus de patron, mais un bureau économique auquel il faut rendre les comptes les

(1) « A chacun selon son Travail », p. 25.

plus méticuleux. Plus d'impôts ni de profit capitaliste, mais des prélèvements destinés à l'Etat.

Ainsi Granger reconstituait une à une les têtes qu'il avait coupées à l'hydre capitaliste. Il faisait le lit du socialisme scientifique, paraissant surtout avoir noué la chaîne entre ce socialisme et le socialisme utopique, entre Rousseau et Marx.

Il lui a manqué principalement d'être logique avec lui-même, de voir que pas plus dans la réalité économique que dans les constructions abstraites de l'esprit, l'homme ne peut être libre si les moindres manifestations de son activité sont jugulées par des règlements étroits. Il n'a pas songé que le fonctionnarisme universel est l'image la plus rapprochée du despotisme, tous les individus dépendant directement du Pouvoir Central.

Que l'organisation actuelle du travail soit loin d'être parfaite, personne n'a jamais songé à le contester ; mais le moyen le plus avantageux de guérir une main malade n'est pas toujours de couper le bras tout entier. La solidarité qui existe dans les intérêts de tous les producteurs, comme elle existe entre tous les hommes, est fort capable, exprimée en des groupements professionnels aussi indépendants que possible du pouvoir, d'apporter aux travailleurs la rémunération et la sécurité à laquelle ils aspirent et à laquelle ils ont droit.

L'essentiel pour tout réformateur est de ne pas oublier que l'Etat n'a pas sa raison d'être en dehors de l'individu,

mais que, bien au contraire, il existe uniquement pour servir les intérêts de l'individu, de la masse des individus qui composent la société.

Vu :

Le Président de la thèse,

AUG. DESCHAMPS

BIBLIOGRAPHIE

- A. AFTALION. — Les fondements du socialisme, 1923.
- F. BASTIAT. — Harmonies, 1849.
- A. BLANQUI. — Histoire de l'Economie politique en Europe, 1837.
- J.-G. BOUCTOT. — Etudes de sociologie. — Histoire du communisme et du socialisme, 1889.
- C. BOUGLÉ. — Chez les prophètes socialistes, 1918.
- J. BOURDEAU — Socialisme allemand et nihilisme russe, 1892
- G. et H. BOURGIN. — Le socialisme français de 1781 à 1848, 1912.
- M. BOURGUIN. — Les systèmes socialistes et l'évolution économique, 1904.
- H. DENIS. — Systèmes économiques et socialistes, 1904.
- A. DESCHAMPS. — Histoire des Doctrines économiques (Doctorat 1926-1927).
- E. FOURNIÈRE. — Les théories socialistes au XIX^e siècle ; de Babeuf à Proudhon, 1904.
- Ch. GIDE et Ch. RIST. — Histoire des doctrines économiques depuis les physiocrates jusqu'à nos jours, 1920.
- R. GONNARD. — Histoire de Doctrines Economiques, 1921-22.
- S. GRANGER. — A chacun selon son Travail, 1844.
L'Evangile devant le Siècle, 1846.
L'Eglise et le Pouvoir, 1846-47.

- Gaston ISAMBERT. — Les idées socialistes en France de 1815 à 1848. — Le socialisme fondé sur la fraternité et l'union des classes, 1905.
- P. JANET. — Les origines du socialisme contemporain, 1883.
- J. JAURÈS. — Esquisse provisoire de l'organisation industrielle. — L'organisation socialiste de la France : l'armée nouvelle (librairie de l'Humanité, 1915).
- O. KARMIN. — Tableaux chronologiques. (On trouve cet ouvrage, très rare, à la Bibliothèque du Musée Social.
- A. LICHTENBERGER. — Le socialisme Utopique ; étude sur quelques précurseurs inconnus du socialisme, 1898.
- P. LOUIS. — Histoire du socialisme en France (Rivière 1925)
— Histoire de la classe ouvrière en France (Rivière 1927).
- B. MALON. — Histoire du socialisme.
- K. MARX et F. ENGELS. — Manifeste communiste, 1848.
- K. MARX. — Le capital, 1867, 1885, 1894.
- A. ONCLAIR. — Le communisme dans l'Histoire, 1895.
- PECQUEUR. — Théorie nouvelle d'économie sociale et politique, 1842.
- PROUDHON. — Qu'est-ce que la propriété ? (Nouvelle édit. des œuvres complètes) (Rivière 1926).
- RODBERTUS. — Das Kapital, 1852.
- J.-J. ROUSSEAU. — Discours sur l'origine de l'inégalité, 1754.
- S. de SISMONDI. — Nouveaux principes d'Economie politique, 1827.

W. SOMBART. — Le socialisme et le mouvement social au
XIX^e siècle, 1898.

A. SUDRE. — Histoire du communisme.

J.-J. THONISSEN. — Le socialisme, de l'antiquité à 1852.

VILLEGARDELLE. — Histoire des idées sociales avant la Ré-
volution française.

Abbé WINTERER. — Le socialisme contemporain, 1894.

ZÉVAÈS A. — Histoire des Partis socialistes.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

Simon Granger. — Ses œuvres.....	1
----------------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

La Critique de l'Ordre Social

Chapitre I. — La chimère du droit au travail libre. — Le privilège de la fortune. — Ses conséquences : spoliation et asservissement de l'ouvrier. — Comparaison avec la doctrine marxiste.	5
Chapitre II. — Accroissement du paupérisme en raison même des progrès de l'industrie. — Rappel de la théorie de Sismondi.....	11

DEUXIÈME PARTIE

La Formation de l'Inégalité

Chapitre I. — Parallèle avec Rousseau. — Esquisse de solidarisme.....	13
Chapitre II. — L'injustice, œuvre de la violence	

physique et morale. — Suite du parallèle avec Rousseau. — Rôle d'asservissement exercé par l'Eglise.....	18
Chapitre III. — Rôle néfaste de la monnaie.....	27
Chapitre IV. — Comparaison avec le dynamisme marxiste.....	29

TROISIÈME PARTIE

Un nouvel ordre social

Chapitre I. — Ses fondements moraux. — L'intérêt matériel et l'instinct des affections. — Amorce de morale sans obligation ni sanction.....	32
Chapitre II. — Le tableau de la société future....	37
Chapitre III. — Le détail de l'organisation sociale. Répartition suivant le travail — Collectivisme. — Théorie de la valeur-travail. — Les idées de Pecqueur et de Rodbertus. — Prélèvements sociaux. — Pas de rémunération spéciale au capital et au talent.	39
Chapitre IV. — La critique du collectivisme de Granger — Quid de l'établissement des valeurs travail et valeurs-ventes? — Quid de l'économie dans la production et du développement de l'esprit d'invention? — Le collectivisme décentralisateur de Jaurès. — Quid de l'adaptation de la production à la consumma-	

tion ? — Répartition des individus entre les métiers. — Les suggestions de Pecqueur et de Villegardelle. — Rythme de la production...	47
Chapitre V. — Autres défauts de précision du sys- tème de Granger.....	63

CONCLUSIONS

Granger philosophe et économiste. — De Rousseau à Marx. — L'individu et l'Etat.....	65
BIBLIOGRAPHIE.....	69

Vu :

Le Doyen,
BERTHELEMY.

Vu :

Le Président de la thèse,
AUG. DESCHAMPS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY.

Imprimerie LES PRESSES MODERNES

45, Rue de Maubeuge, PARIS

— Ateliers de Reims (Marne) —

